



**PRÉFET
DES ARDENNES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement Grand Est**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral n°2024- 612

**portant mise en demeure faite à la société ITW SPRAYTEC de respecter les
prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de
l'environnement exploitées sur le territoire de la commune de
Vireux-Molhain (08320)**

**Le Préfet des Ardennes
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret du 3 novembre 2021 nommant M. Alain BUCQUET en qualité de préfet des Ardennes ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2024-225 du 19 avril 2024 portant délégation de signature à M. Joël DUBREUIL, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 12 octobre 2012 à la société ITW SPRAYTEC pour l'exploitation d'une installation de conditionnement d'aérosols sur le territoire de la commune de Vireux-Molhain sur la zone industrielle de la commune, concernant notamment la rubrique 1414 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2012 susvisé qui dispose : « Le tableau suivant identifie les différentes émissions canalisées et fixe les conditions générales de fonctionnement :

N° de conduit	Intitulé du conduit	Installations raccordées	[...]	Vitesse d'éjection minimale en m/s
1	Atelier de production	3 lignes de production (conditionnement des aérosols)	[...]	8
2	Local de préparation	Préparation des mélanges pour la production	[...]	8
3	Salle de lavage des cuves	Pièce dans laquelle sont lavées les cuves de mélange	[...]	5

[...] » ;

Vu l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2012 susvisé qui dispose : « Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de températures (273 kelvins) et de pression (101.3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en oxygène équivalent à 21%

Concentration en mg/Nm ³	Conduit n°1	Conduit n°2	Conduit n°3	[...]
Poussière	100	100	100	
[...]	[...]	[...]	[...]	
[...]	[...]	[...]	[...]	
COV totaux en mg/Nm ³ de C	110	110	110	
COV prévu à l'annexe III	20	20	20	

[...] » ;

Vu l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2012 susvisé qui dispose : « On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

[...]

Quantité maximale rejetée	Conduit n°1		Conduit n°2		Conduit n°3	
	Kg/h	t/an	Kg/h	t/an	Kg/h	t/an
Flux Poussière	1,2	3,939	0,55	1,803	1,89	6,225
COV totaux en mg/Nm ³ de C	1,33	4,366	0,6	1,984	2,08	6,849
COV prévu à l'annexe III	0,24	0,794	0,11	0,361	0,03	0,091

[...] » ;

Vu l'article 9.2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2012 susvisé qui dispose : « [...] Le tableau ci-dessous identifie les fréquences de contrôle, pour chaque émissaire, des différents paramètres analysés :

- Emissaire raccordé à l'atelier de production, n° de conduit 1 :

Paramètre	Fréquence	Observation
Poussières	Semestrielle	Analyse selon la norme en vigueur
COV Totaux	Semestrielle	Analyse selon la norme en vigueur
COV prévu à l'annexe III	Semestrielle	Analyse selon la norme en vigueur

- Emissaire raccordé au local de préparation, n° de conduit 2 :

Paramètre	Fréquence	Observation
Poussières	Semestrielle	Analyse selon la norme en vigueur
COV Totaux	Semestrielle	Analyse selon la norme en vigueur
COV prévu à l'annexe III	Semestrielle	Analyse selon la norme en vigueur

- Emissaire raccordé à la salle de lavage des cuves, n° de conduit 3 :

Paramètre	Fréquence	Observation
Poussières	Semestrielle	Analyse selon la norme en vigueur
COV Totaux	Semestrielle	Analyse selon la norme en vigueur
COV prévu à l'annexe III	Semestrielle	Analyse selon la norme en vigueur

[...] » ;

Vu les rapports de mesures des émissions atmosphériques (premier et second semestres 2023, et premier semestre 2024) réalisés par la société Bureau Veritas ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement référencé E2 - LuP/DeF - n°24/234, du 29 juillet 2024 établi à l'issue de la visite d'inspection du 11 juin 2024 ;

Vu la copie du rapport de l'inspection de l'environnement portée, le 8 août 2024 à la connaissance de l'exploitant ;

Vu le projet d'arrêté porté le 8 août 2024 à la connaissance de l'exploitant et lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations ;

Vu l'absence d'observations présentées par l'exploitant dans le délai imparti.

Considérant ce qui suit :

1. Lors de la visite du 11 juin 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a contrôlé, par sondage, les rejets atmosphériques de poussières, de COV totaux et COV de l'annexe III pour les conduits n°1, n°2 et n°3 et a constaté que :
 - a) Les vitesses d'éjection des gaz ne sont pas conformes pour les rejets n°2 et n°3.
En effet, les valeurs suivantes ont été relevées :
 - 7,39 m/s en 2024 et 7,48 m/s en 2023 pour une valeur réglementaire minimale de 8 m/s pour le conduit n°2 ;
 - 4,81 m/s en 2024 et 4,55 m/s en 2023 pour une valeur réglementaire minimale de 5 m/s pour le conduit n°3. ;
 - b) Les concentrations en COV totaux ne sont pas conformes pour les rejets n°2 et n°3.
En effet, les valeurs suivantes ont été relevées :
 - Conduit n°2 : Les COV totaux sont mesurés à 491 mg/Nm³ de C au lieu de 110 mg/Nm³ ;
 - Conduit n°3 : Les COV totaux sont mesurés à 163 mg/Nm³ de C au lieu de 110 mg/Nm³ ;
 - c) Les flux en COV totaux ne sont pas conformes pour le rejet n°2.
En effet, les flux en COV totaux sur le conduit n°2 sont mesurés à 3,32 kg/h au lieu de 0,6 kg/h.
 - d) Les COV de l'annexe III représentés par la mesure de méthacrylate de méthyle n'ont pas été mesurés lors des deux dernières campagnes d'analyse sur les conduits n°1, n°2 et n°3.
2. Ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 9.2.2.1, 3.2.2, 3.2.3 et 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2012 susvisé ;

3. Ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement dans la mesure où les rejets en COV polluent l'atmosphère et pourraient occasionner des problèmes de santé publique ;
4. Face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure ITW SPRAYTEC de respecter les prescriptions et dispositions, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} : objet

La société ITW Spraytec, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro SIREN 321 995 367 et dont le siège social est situé 38-42 rue Gallieni à Asnières-sur-Seine (92600), est mise en demeure de respecter, pour les installations qu'elle exploite rue Pasteur à Vireux-Molhain, les dispositions des articles 9.2.2.1, 3.2.2, 3.2.3 et 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2012 susvisé en :

- a. respectant les valeurs réglementaires des vitesses d'éjection des rejets atmosphériques de ses conduits n°2 et n°3 sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- b. respectant les valeurs réglementaires des concentrations en COV totaux des conduits n°2 et n°3 dans un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- c. respectant les valeurs réglementaires des flux en COV totaux du conduit n°2 dans un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- d. réalisant des mesures des COV annexe III (méthacrylate de méthyle) sur les conduits n°1, n°2 et n°3 sous un délai de 5 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du Code de l'environnement.

Article 3 : délais et voies de recours

En application de l'article L.171-11 du Code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex, ou via l'application de télérecours citoyens à l'adresse <https://www.telerecours.fr/> dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux (adressé à M. le préfet des Ardennes – 1 place de la Préfecture – BP 60002 – 08055 Charleville-Mézières Cedex) ou hiérarchique (adressé à Mme la ministre de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques – Hôtel de Roquelaure – 246 boulevard Saint-Germain – 75007 Paris) dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné ci-dessus.

Article 4 : droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 : publicité

En application de l'article R.171-1 du Code de l'environnement, une copie du présent arrêté sera publiée, pendant une durée minimale de deux mois, sur le site internet des services de l'État dans les Ardennes.

Article 6 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Ardennes, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au directeur de la société ITW Spraytec et dont une copie sera transmise pour information au maire de Vireux-Molhain.

Charleville-Mézières, le **09 OCT. 2024**

le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,



Joël DUBREUIL

